



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

29. 04. 2013

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire et
des Installations Classées
37925 TOURS Cedex 9

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Agrément des exploitants des centres VHU
S.A.E. PASCAULT
37160 DESCARTES

1. CADRE REGLEMENTAIRE	2
2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT	4
4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION	5

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par courrier en date du 6 mars 2013, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a transmis à l'inspection des installations classées de l'Unité Territoriale d'Indre-et-Loire de la DREAL Centre, pour avis, la demande présentée par l'exploitant de la société PASCAULT S.A.E. en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément du centre VHU (véhicules hors d'usage) qu'il exploite sur le site de la commune de DESCARTES, rue Pierre et Marie Curie.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

L'article R. 543-162 du code de l'environnement dispose que « tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage doit être agréé à cet effet » et qu'est annexé à cet agrément un cahier des charges contenant les obligations fixées à l'article R. 543-164 lorsqu'il s'agit d'un centre VHU et à l'article R. 543-165 lorsqu'il s'agit d'un broyeur.

Les VHU ne peuvent être remis par leurs détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou à des broyeurs agréés ou à des centres de regroupement.

Les centres VHU agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage de ces véhicules. Ils remettent ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé.

b) Éléments de traçabilité

Le cahier des charges impose aux centres VHU agréés, notamment :

- de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction dans les conditions prévues à l'article R. 322-9 du code de la route ;
- de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage.

c) Agréments des opérateurs

Pour les installations existantes et autorisées au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'agrément fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

La procédure est précisée par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel précité du 2 mai 2012.

Avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage, les opérateurs agréés doivent :

- retirer les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés ;
- retirer les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- retirer ou neutraliser les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs ;
- retirer les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage, et les stocker séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- retirer, récupérer et stocker l'intégralité des fluides frigorigènes en vue de leur traitement ;
- retirer les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- retirer les composants recensés comme contenant du mercure suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- démonter les pneumatiques de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Par ailleurs, les éléments suivants doivent être extraits du véhicule :

- les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- le verre (sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU), en totalité à partir du 1er juillet 2013.

L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

Un organisme tiers accrédité doit vérifier annuellement la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément.

2. PRESENTATION DE LA SOCIETE PASCAULT

La S.A.E. PASCAULT exploite sur le site de la Z.I. N°1, rue Pierre et Marie Curie à DESCARTES (37160), un « centre VHU ». Elle exploite également un centre de tri, transit de déchets métalliques, de D3E, de déchets de papiers, plastiques, bois.

L'établissement a fait l'objet de :

- l'arrêté préfectoral N°17625 du 17 mars 2005 relatif à l'extension des activités de l'entreprise ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire N°18147 du 30 mars 2007 « portant agrément de la Sté PASCAULT pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, situées rue Pierre et Marie Curie à DESCARTES ».

Les VHU admis sur le centre VHU proviennent de concessionnaires automobiles, de sociétés d'assurance, de particuliers, de garagistes, de Services des Domaines, voire de « démolisseurs ». Et de tout le territoire national mais essentiellement d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes.

La surface dédiée aux VHU est de 17150 m².

En 2012, au total 562 VHU ont été admis.

3. LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT

L'exploitant sollicite donc le renouvellement de son agrément « centre VHU » à compter du 16 juin 2013 et ce pour une nouvelle période de 6 ans.

Le dossier joint à la demande de l'exploitant, précise les dispositions mises en œuvre, d'une part, pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et, d'autre part, pour respecter les obligations en matière de réutilisation, de recyclage et de valorisation, décrites dans le cahier des charges.

Cette demande doit par ailleurs être considérée notamment au regard des résultats des visites annuelles visant à vérifier la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté précité du 15 juin 2007.

Le rapport de la vérification effectuée par EURO QUALITY SYSTEM le 23 avril 2012 ne trace aucune non-conformité (nous n'avons pas encore été destinataire du rapport de la visite du 17 avril 2013),

4. VISITE D'INSPECTION

La dernière visite d'inspection visant notamment à contrôler les conditions d'application des dispositions de l'arrêté préfectoral précité du 17 mars 2005, date du 24 février 2011. Au cours de cette visite, 2 non-conformités en rapport avec le centre VHU ont été constatées ; elles concernaient :

- l'absence de limiteur de remplissage de la cuve de récupération des hydrocarbures associée à un séparateur d'hydrocarbures ;
- certains produits liquides alors non protégés par une cuvette de rétention.

Concernant le limiteur de remplissage, la gérante de l'établissement dit avoir pris contact avec une société spécialisée dans ce domaine en vue de l'établissement d'un devis. Concernant la protection de la pollution des eaux, la gérante précise à ce propos que tous les bidons de produits de « réapprovisionnement » sont protégés par une rétention (précisions données dans le courrier en réponse de l'exploitant du 8 août 2011).

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Au titre de l'arrêté préfectoral susvisé du 15 juin 2007, l'entreprise a été autorisée à recevoir annuellement 2500 VHU. Mais en 2012, le nombre de VHU admis fut très inférieur à 2500 (idem en 2011).

Considérant ce qui précède, nous proposons au CODERST de réserver une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » de la S.A.E. PASCAULT. Nous proposons également de ramener de 2500 à 1500 le nombre maximum de VHU pouvant être annuellement admis dans ce « centre VHU ».

Un projet d'arrêté, portant agrément de ce « centre VHU », pour une nouvelle période de 6 ans à compter du 16 juin 2013, est joint en ce sens au présent rapport.

